



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2021120-0001 du 30 avril 2021

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société AUBE BEDDING
Commune de BAR SUR AUBE

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Le préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 541-1, L. 541-2, L. 541-3, L. 171-7 et L. 171-8 ;

VU le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n°93/3431 du 26 octobre 1993 autorisant la société VALCO à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées à autorisation sur le territoire de la commune de Bar sur Aube ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° SG-2015188-0001 du 2 juillet 2015 portant prescriptions complémentaires ;

VU le courrier du 13 février 2020 actant le changement d'exploitant du site au nom d'AUBE BEDDING par la préfecture ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 15 décembre 2020 suite à sa visite d'inspection du 03 décembre 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 février 2021 ;

VU le courrier du 9 février 2021 de la société Aube Bedding faisant suite à la visite d'inspection du 3 décembre 2020 ;

VU le projet d'arrêté d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance du demandeur le 9 avril 2021 par recommandé avec accusé de réception laissant un délai de 15 jours à l'exploitant pour faire part de ses remarques au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2015 susvisé précise que :

« L'exploitant doit remettre, sous un délai de 8 mois, un dossier comportant :

- une étude d'impact, dont les formes et le contenu sont précisés à l'article R. 512-8 du Code de l'environnement,*
- une étude des dangers, dont les formes et le contenu sont précisés à l'article R. 512-9 du Code de l'environnement*
- un bilan de conformité des installations au regard des arrêtés ministériels sectoriels concernés, en tenant compte le cas échéant des délais de mise en conformité octroyés dans lesdits arrêtés et/ou du bénéfice des droits acquis qui pourrait être retenu pour les bâtiments construits avant la publication de ces textes. » ;*

CONSIDÉRANT que par courrier du 13 avril 2018, le préfet de l'Aube a demandé à l'exploitant de formuler sous deux mois des engagements concrets, chiffrés et planifiés permettant de justifier le prochain retour à la conformité de l'établissement, soit par la formalisation prochaine de la cessation du site historique, soit par la remise dans l'année des études demandées et que ce courrier est resté sans réponse ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 3 décembre 2020 a constaté que ces études n'ont toujours pas été remises ;

CONSIDÉRANT que par courrier en date du 15 décembre 2020, l'inspection des installations classées a demandé sous 15 jours à l'entreprise AUBE BEDDING de transmettre un devis concernant la remise sous 3 mois des études demandées en lui indiquant qu'en l'absence de réponse suffisante qu'elle se verrait contrainte de proposer au préfet la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure tel que le prévoit l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'entreprise AUBE BEDDING n'a pas remis de devis correspondant aux études prescrites ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

A R R Ê T E

Article 1^{er} – Mise en demeure

La société AUBE BEDDING, située Rue Edouard Estevez, 10200 Bar sur Aube, est mise en demeure de respecter d'ici le 31 juillet 2021 les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2015 susvisé.

Article 2 – Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, il sera fait application des dispositions prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX) ou par le biais de l'application telerecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 4 - Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à monsieur le directeur de la société AUBE BEDDING.

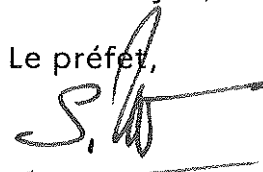
Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général, de la préfecture de l'Aube, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **30 AVR. 2021**

Le préfet,



Stéphane ROUVÉ